

FAITS SAILLANTS

- Devant une crise complexe et dans un environnement d'accès difficile, les humanitaires s'emploient à répondre aux besoins des expulsés d'Angola.
- Grâce au Fonds Humanitaire, le tronçon routier Ruingu – Marungu est de nouveau praticable.
- Les déplacés de la crise de Djugu décrivent l'assistance déséquilibrée. Les acteurs sur le terrain sont plus présents au chevet des déplacés installés à Bunia que ceux qui sont dans des villages, ou encore même des retournés.
- La persistance de l'insécurité, le manque de moyens conséquents pour les acteurs sont, entre autres, des problèmes fragilisant la situation humanitaire du Nord-Kivu. À cela s'ajoute la volatilité de la crise accentuée par la cohabitation des déplacés et retournés dans la plupart des zones, notamment à Bwito.

CHIFFRES CLÉS*

Cas de choléra en 2019, au 27 janvier	2 896 cas, dont 68 décès
Cas de rougeole en 2019, au 27 janvier 2019	12 809 cas, dont 225 décès
Nombre de cas d'Ebola au 2 février 2019	774 cas, dont 481 décès

FINANCEMENT

1,68 milliard
Fonds requis (en US\$)
45,0% financé (au 5 février 2019)

*Données épidémiologiques fournies par le Ministère de la santé



©OCHA/I. Brandau

Au sommaire

- Refoulés d'Angola : l'aide d'urgence pour anticiper une crise humanitaire **P1**
- La réhabilitation du tronçon routier Ruingu-Marungu facilite l'accès humanitaire **P3**
- Les personnes déplacées et l'aide humanitaire **P4**
- Un an au Nord-Kivu : les vicissitudes de la Chefferie de Bwito **P6**

Refoulés d'Angola : l'aide d'urgence pour anticiper une crise humanitaire

Au poste frontalier de Kamako, ce dimanche 16 décembre aux environs de 10 heures, Jetaime Kasongo, sa femme et ses quatre enfants venaient de fouler le sol congolais, heureux d'avoir bravé le calvaire du parcours entre l'Angola et la RDC. Malgré son air stressé et fatigué, il affiche un petit sourire en coin, puis un soupir de satisfaction. « Enfin, je suis content de retourner dans mon pays. Plus personne ne viendra encore me demander des papiers ou me contraindre à retourner chez moi. » Jetaime, 36 ans et coiffeur de profession, est originaire de Tshikapa, à environ 130 kilomètres de la frontière angolaise. Il a passé cinq années en Angola pour, dit-il, « aller se chercher ». Ses quatre enfants sont nés là-bas. Jetaime et toute sa famille faisaient partie de cette cohorte d'environ 200 Congolais reconduits ce matin-là à la frontière dans un gros camion affrété par la police angolaise. Dans l'après-midi de ce même dimanche, même scénario comme ce fût aussi le cas des deux jours précédents : des Congolais, par vagues de plusieurs centaines, ont été refoulés vers le poste frontalier de Kamako.

Au point d'entrée de la frontière, un dispositif sommaire tenu par deux agents de la Direction Générale des Migrations (DGM) enregistre quelques données sommaires des retournés à leur arrivée. Un peu vers la sortie du périmètre frontalier, sous un parasol, une équipe médicale procède à la vaccination des enfants. Puis, destination le centre-ville de Kamako où les secours d'urgence se mettent en place. Au total, sept kilomètres à parcourir et, pour la plupart des arrivants, à pied. Aucun dispositif d'accueil n'est encore disponible à l'arrivée.



Ambiance à la zone frontalière RDC – Angola, avec l'arrivée des refoulés d'Angola. © OCHA/JJ. Tossa

Les données officielles en date du 18 décembre indiquent plus de 373 000 personnes expulsées d'Angola enregistrées à cinq postes frontaliers avec l'Angola, avec plus de 94 000 enfants et plus de 99 000 femmes. Mais la réalité sur le terrain pourrait bien aller au-delà, compte tenu de la soudaineté et du caractère massif de l'afflux de population vers la région du Kasai, déjà frappée par la précarité due aux conflits armés et intercommunautaires.

Selon le chef de poste de la DGM de Kamako, cette situation d'expulsion massive de Congolais d'Angola s'observe depuis le début d'octobre et le poste frontalier de

La Cité de Kamako, essentiellement rurale, a vu tout basculer avec l'arrivée massive des Congolais en provenance de l'Angola. Retournés volontaires ou expulsés, la terminologie n'atténue aucunement leur situation à l'arrivée. En dehors du fait qu'ils sont dépouillés de l'essentiel de leurs avoirs obtenus en terre angolaise, ces arrivants sont, pour la plupart, originaire des zones situées à des centaines de kilomètres de Kamako. C'est dans ce contexte de gestion des arrivées et des rapatriements que la réponse humanitaire se met progressivement en place.

Kamako est la principale porte d'entrée des expulsés dans la province du Kasai : « pour le mois d'octobre, nous avons enregistré plus de 200 000 personnes. Au mois de novembre, le nombre était d'environ 10 000. Cependant, au début du mois de décembre, nous avons commencé à enregistrer entre 400 et 500 expulsés par jour. Et si cette tendance est maintenue, nous risquons d'enregistrer à la fin de décembre un nombre beaucoup plus important que le total enregistré lors des deux mois précédents. »

Une nouvelle crise humanitaire dans un contexte déjà fragile

Tout le long de l'axe Kamako-Kamonia, long d'environ 65 kilomètres, on pouvait rencontrer plusieurs voyageurs à pied, certains chargés de leurs baluchons et matériel de couchage, d'autres trainant leurs bagages sur des vélos surchargés, sur une route aux aspérités diverses : tantôt sablonneuse, tantôt boueuse, et qui par endroits se perd dans la forêt, pour déboucher sur un sentier étroit à sens unique où cyclistes et marcheurs sont obligés de virer dans la brousse pour laisser passer les véhicules. Après la traversée de la rivière Kamonia, il faut plus de quatre heures de route en voiture pour rejoindre Kamako. Eux, ils voyagent depuis plusieurs semaines, à pied, pour rejoindre leurs villages d'origine.

Mukenzi Ntambwe est originaire de Kananga (Kasai Central), à plus de 400 kilomètres de Kamako. Comme la plupart des expulsés résident en famille d'accueil, il attend de l'aide pour les frais de transport afin de pouvoir rentrer chez lui. Il est rentré d'Angola depuis deux mois. Mukenzi et une dizaine d'autres ont été recueillis par un pasteur qui leur offre gîte et couvert, parce qu'ils sont revenus dépouillés de tous leurs biens. « J'ai été dépouillé de tout le fruit de mes 15 ans de travail dans le diamant en Angola, » dit Mukenzi d'un air désespéré.

Ce dimanche-là, quand nous leur avons rendu visite, la femme du pasteur préparait l'unique repas de la journée. Même s'ils ne s'en plaignaient pas ouvertement, la vulnérabilité de la famille se remarquait autant dans les assiettes que dans l'environnement de la maison. « Ce n'est pas beaucoup, mais on se partage le peu que nous avons, en attendant l'aide des autorités, » confia la femme du pasteur. Cette situation, presque toutes les familles d'accueil la vivent au quotidien : l'eau, la douche, les toilettes, tout cela prenait une allure de promiscuité difficilement gérable.

L'afflux massif des expulsés d'Angola dans la province du Kasai a exacerbé la vulnérabilité des familles d'accueil à Kamako. Les ressources locales subissent aussi une forte pression, notamment les ressources en eau, la nourriture, les services de santé et les infrastructures d'assainissement. L'ONG Medair, partenaire de l'UNICEF, a installé une trentaine de toilettes et WC d'urgence dans des espaces aménagés et accessibles aux expulsés. Des bornes de lavage des mains sont aussi installées dans des lieux publics et des activités de sensibilisation sont menées pour l'éducation à l'hygiène. Grâce à l'appui de l'UNICEF, le consortium NRC – Solidarités International a réalisé 16 forages et une station de traitement de l'eau sur la rivière Kamonia pour plus de 50 000 bénéficiaires, qui ont maintenant un meilleur accès à l'eau potable.

L'aide d'urgence pour mitiger les risques d'une crise humanitaire

La priorité est d'accompagner les expulsés à retourner dans leurs milieux d'origine. Pendant que le plan de réponse humanitaire est en préparation, plusieurs acteurs humanitaires assurent l'aide d'urgence, sur un financement du Start Fund de DFID, avec la présence sur le terrain d'une dizaine d'acteurs humanitaires partenaires de l'UNICEF, du HCR, de l'OMS et de l'OIM.

Selon le médecin chef du centre de santé du territoire de Kamako-Etat, environ 5 000 femmes, enfants et personnes âgées ont été pris en charge pour des soins médicaux d'urgence contre le paludisme et des infections respiratoires aiguës. Entre octobre et décembre 2018, plus de 30 000 enfants de 6 à 59 mois ont été vaccinés contre la rougeole avec l'appui de l'UNICEF. En outre, le projet de clinique mobile de MSF a permis de prendre en charge plus de 11 000 patients entre mi-octobre et début décembre 2018 à Kamako. Plusieurs centaines de cas de malnutrition ont été pris en

charge avec l'installation de trois unités nutritionnelles à Lubami, Kamako 1 et Kamako 2, approvisionnées en intrants par l'ONG ADRA, avec l'appui du PAM.

Dans la première quinzaine de décembre, plus de 20 000 expulsés d'Angola et leurs familles d'accueil ont bénéficié d'une première assistance monétaire dans les localités de Babanfundji, Tshinvunde, Lubamipese, Lupemba, Lubamipanda, Shakungu et Tshashingo. Cette assistance à usages multiples est mise en œuvre par le consortium NRC – Solidarités International au profit de près de 32 000 bénéficiaires sur l'axe Kamako – Tshikapa dans le Territoire de Kamonia.

À la mi-décembre, des opérations de profilage et d'orientation des retournés d'Angola ont démarré, grâce à une collaboration multi-acteurs UNHCR, OIM, DGM et l'ONG War Child. Ce profilage biométrique permet de collecter les données d'identification personnelles des refoulés. L'objectif est d'enregistrer tous les besoins relatifs à leur statut en vue d'une bonne évaluation des besoins et des zones d'intervention, ainsi qu'une mise en place effective de la réponse humanitaire.

Les défis de la réponse humanitaire

Le plus grand défi reste l'accès physique. Kamako et la plupart des régions frontalières avec l'Angola sont difficiles d'accès. L'axe Tshikapa-Kamako prend neuf heures de route, sur une distance d'à peine 135 km, avec des pistes cahoteuses et un circuit très vallonné et raviné à plusieurs endroits. Avec la saison des pluies, le circuit s'avère encore très compliqué avec des risques élevés d'embourbement. Cela a rendu très compliqué le travail de Handicap International et HelpAge, deux ONG internationales qui ont exécuté le projet de transport par route de plus de 900 volontaires de leurs lieux de départ à leurs destinations finales, avec le financement du HCR. Pour améliorer l'accessibilité physique vers les zones concernées, le Fonds Humanitaire a versé une allocation de 1 million de dollars pour la réhabilitation d'urgence des axes routiers Kamako-Kamonia-Tshikapa, Tshikapa-Mutena-Muadiala et Tshikapa-Kamwasha.

La réponse se met en place

L'afflux continu et les projets d'urgence doivent prendre fin en décembre 2018. Avec une allocation de 10 millions de dollars du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF), la réponse humanitaire s'articule autour de neuf projets soumis par le HCR, l'UNICEF, l'OIM, le PAM, l'OMS, l'UNFPA dans les secteurs de protection, sécurité alimentaire, eau-hygiène-assainissement, santé, nutrition, articles ménagers essentiels et abris.

La mission de terrain déployée par OCHA assure la coordination des acteurs humanitaires, avec l'organisation des réunions et missions inter clusters de diagnostic préliminaire dans les zones frontalières, en vue d'avoir une cartographie de destination des retournés d'Angola, de renforcer le plaidoyer pour un financement plus important par le CERF des activités dans le secteur de l'éducation pour réinsertion scolaire en faveur des enfants retournés et expulsés d'Angola, et mettre en place un système de veille. Les préparatifs sont en cours pour l'ouverture d'une antenne OCHA à Kamako en vue d'assurer une meilleure coordination des opérations de la réponse humanitaire.

La réhabilitation du tronçon routier Runingu-Marungu facilite l'accès humanitaire

En septembre 2018, l'ONG nationale CODEVAH (comité pour le Développement et Assistance Humanitaire) a bénéficié d'une allocation de 150 000 dollars du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) pour la réhabilitation de l'axe routier Runingu – Marungu. Ces travaux ont permis de désenclaver 102 km de routes et ont été menés du 16 octobre au 15 novembre, permettent à nouveau le passage de véhicules poids lourds servant au transport des personnes et de la production agricole locale.



Elargissement de la route Runingu – Marungu. © CODEVAH

La réhabilitation de cet axe routier répond au besoin urgent d'accès humanitaire aux déplacés de la crise de Bijombo. Les violences intercommunautaires qui ont secoué le groupement de Bijombo dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, entre avril et juin 2018, ont poussé plusieurs dizaines de milliers de personnes à quitter leurs villages vers les groupements voisins dans les territoires de Mwenga, Fizi et Uvira. La zone de Marungu au nord du

territoire d'Uvira a, à elle seule, accueilli plus de 40 000 personnes déplacées. Cette région faisait face à des contraintes d'accès physique, limitant ainsi l'acheminement de l'assistance humanitaire aux populations dans le besoin.

Par ailleurs, ce projet a permis de relier les communautés autrefois en conflit. « Nous avons eu une très bonne collaboration au cours des travaux entre les Banyamulenge, les Bavira et les Bafuliru. Par exemple, au cours de la réunion de désignation de membres du Comité Local d'Entretien et de Réhabilitation (CLER en sigle), nous avons observé un grand souci de la part de toutes les communautés d'y être représentées ; d'autant plus que tout le monde considère l'axe Runingu - Marungu comme une priorité pour les populations de la zone », a indiqué Paulin Bishakabalya, le coordonnateur adjoint de CODEVAH.

En définitive, la réhabilitation de cet axe routier constitue un motif d'encouragement pour la communauté humanitaire du Sud-Kivu, puisque l'acheminement de l'aide humanitaire se trouvait limité à cause de la dégradation avancée de ce tronçon routier. En effet, les acteurs humanitaires présents dans le Sud-Kivu avaient obtenu du Fonds Humanitaire un financement de 2,2 millions de dollars pour des interventions en santé, en articles ménagers essentiels et abris, en vivres et programmes nutritionnels ainsi qu'en protection. Avec la réouverture de la zone de Marungu, le paquet d'assistance humanitaire est à nouveau accessible à ces populations, qui retrouvent dès les premières semaines de l'année 2019, de meilleures conditions d'existence.

Les personnes déplacées et l'aide humanitaire

La réponse humanitaire est généralement bien perçue par la majorité des personnes déplacées internes vivant à l'ISP et Hôpital général, deux sites spontanés de la ville de Bunia, chef-lieu de la Province de l'Ituri. Tous les secteurs sont plus ou moins bien couverts : eau, hygiène et assainissement, articles ménagers essentiels et abris, soins de santé, sécurité alimentaire et nutrition, le transfert monétaire ainsi que la protection.

En décembre dernier, un projet humanitaire dans le secteur de l'éducation avait permis à quelque 1 300 enfants déplacés de deux sites de Bunia d'être réintégrés dans les établissements scolaires de la ville. « Nous avons apprécié ce programme, qui a favorisé notre accès à l'école », se réjouit un enfant déplacé inscrit en classe de sixième primaire. Des parents ainsi que des enfants déplacés ont été soulagés par cette mesure. L'année scolaire a été sauvée pour ces enfants, dont bon nombre commençaient déjà à fréquenter la rue. Faute de retourner chez eux à cause de l'instabilité dans les milieux de provenance, quelque 2 000 enfants dans les sites n'avaient pas repris le chemin de l'école en septembre dernier par manque de ressources et surtout par l'absence d'école d'urgence dans les camps. L'intervention financée par TEARFUND a pu couvrir les frais et fournitures scolaires de ces enfants vulnérables. Les établissements scolaires ciblés ont été également dotés de manuels et de subventions pour accroître leurs capacités d'accueil.

La crise de Djugu a entraîné un grand mouvement de déplacement tant vers Bunia, les autres territoires environnants que vers les pays voisins. Victimes d'une même crise, les déplacés ne bénéficient pas, cependant, de la même attention des acteurs humanitaires. La plupart des besoins pris en charge l'ont été pour les déplacés se trouvant dans les deux sites de Bunia. Non seulement les déplacés dans les territoires voisins, mais aussi certains retournés, expriment des besoins qui restent encore non couverts.

Les personnes déplacées des sites de Bunia ne se plaignent pas trop. « Il n'y a pas meilleure assistance ici, comparativement aux personnes déplacées internes établies dans des contrées périphériques ou celles logées dans des familles d'accueil », fait remarquer un responsable d'une organisation locale de Djugu, qui estime que les humanitaires font la part trop belle aux PDI de Bunia. De plus, la matrice d'interventions dans les différents sites met en relief de nombreux besoins non couverts en dehors de Bunia, où l'on compte près de 68 000 PDI dans les sites, particulièrement dans le Territoire de Djugu. Joel Djombu, de l'ONG ALDI, constate que les besoins, notamment en sécurité alimentaire, des PDI des sites de Bunia ont été plus ou moins bien couverts et de façon systématique (avec trois cycles de distribution). « Il y a un déséquilibre pour la zone de Djugu, où l'aide n'a pas été systématisée en cycles comme à Bunia ou ailleurs et en plus d'importants moyens n'ont pas été mobilisés ; il faudra vraiment concentrer beaucoup d'efforts dans les sites de Djugu », soutient-il.

Plus de 8 000 occupants des sites de l'Hôpital général de Bunia et de l'ISP avaient bénéficié, vers la fin de l'année 2018, des bâches et autres articles ménagers essentiels alors qu'ailleurs les mêmes besoins peinent à être couverts. On peut remarquer à travers les sites ces bâches encore neuves, ce qui fait la joie des bénéficiaires. « En dépit de quelques bâches endommagées par la dernière pluie, la plupart de nos abris ont résisté », se félicite une femme déplacée qui revenait d'un point d'eau. Pendant ce temps, le Cluster AME/abris signale qu'environ 68 700 PDI dans les sites en territoire de Djugu sont dans le besoin de renouvellement des articles ménagers essentiels et abris, particulièrement les bâches, couvertures, nattes, habits et moustiquaires.

Dans le secteur de la sécurité alimentaire, le PAM et ses partenaires sont intervenus à Bunia en décembre en faveur de plus de 9 150 personnes, avec plus de 150 tonnes de vivres. Dans les autres sites dans les territoires de Djugu, Irumu et Mahagi, plus de 59 490 personnes ont été servies avec plus de 980 tonnes de nourriture et plus de 26 470 personnes ont bénéficié de transferts monétaires.

Les bénéficiaires sont satisfaits et reconnaissants, cependant ils souhaitent que les acteurs humanitaires puissent être flexibles dans la périodicité de la fourniture de l'aide et envisager le renouvellement de certaines interventions telles que les bâches et les autres articles ménagers essentiels.



Un déplacé devant son abri de fortune au camp de déplacés de Tulonge III, dans le Sud-Kivu, avril 2018. © OCHA/A. Rime

La problématique de périodicité dans la réponse est évidente. Il y a effectivement nécessité de renouveler certains items, reconnaît Alphonse Kiza du HCR, un des responsables de CCCM (coordination des sites). « Avec la gestion quotidienne des sites il faut par exemple renouveler régulièrement les kits d'hygiène intime pour les femmes », renchérit-il. Au-delà de l'aide humanitaire, les déplacés ne demandent pas

moins que de retourner dans leurs milieux de provenance à la faveur de l'accalmie qui prévaut présentement dans le Territoire de Djugu. Et pour cela, ils ont plus besoin d'un paquet d'assistance pour accompagner leur retour et la reconstruction des infrastructures sociales de base.

Depuis décembre 2017, plusieurs milliers de personnes ont été déracinées de leurs milieux par des violences dans le Territoire de Djugu (Province de l'Ituri), pour trouver refuge dans les zones stables, notamment à Bunia et plusieurs autres localités dans les territoires voisins. De décembre 2017 à ce jour, les organisations humanitaires ont apporté une assistance à ces personnes dans le besoin, mais de nombreux besoins restent toujours à couvrir et cela nécessite davantage de ressources.

Un an au Nord-Kivu : Les vicissitudes de la Chefferie de Bwito

Plusieurs problèmes chroniques caractérisent le contexte humanitaire actuel dans la Province du Nord-Kivu. Au-delà du manque de ressources, la communauté humanitaire locale est confrontée à un environnement très volatil, avec des crises complexes, dont l'impact et l'ampleur sont non-négligeables. La nature même des crises, qui se mêlent l'une et l'autre, et font en sorte qu'il y ait dans la même zone des personnes déplacées de longue durée ou retournées, demeure insaisissable et rend difficile pour les humanitaires d'envisager une réponse stratégique à long terme sur l'impact humanitaire. Comment expliquer le caractère particulier du Nord-Kivu ? Les vicissitudes du Territoire de Rutshuru s'avèrent très illustratives.

Les vicissitudes de la Chefferie de Bwito



Ici, une équipe inter organisations effectue une mission d'évaluation humanitaire conjointe dans le Centre de Santé de Kashalira, dans la Chefferie de Bwito, octobre 2018. © OCHA/N. Moshi

Dans l'ouest du Territoire de Rutshuru, la Chefferie de Bwito a été victime pendant plusieurs années d'insécurité. A son origine, l'on peut énumérer le grand nombre de violences liées aux tensions entre communautés, aux exactions contre les civils et aux affrontements que les groupes armés mènent dans la zone, ainsi qu'aux opérations

militaires livrées par les forces armées congolaises pour essayer de les traquer. Face à ces éclats subits de violence, la population locale n'a d'autre choix que de partir le plus vite possible pour se réfugier dans d'autres localités à l'intérieur de la chefferie ou dans les régions voisines. Entre 2015 et 2018, environ 500 000 personnes ont dû quitter leurs maisons, ou très souvent, l'endroit où ils avaient trouvé refuge.

Puisque la violence peut exploser n'importe où et à n'importe quel moment, la population est souvent obligée de se déplacer à plusieurs reprises. Ces mouvements multiples de population sont devenus tellement fréquents que les personnes déplacées, hébergés souvent par des familles d'accueil, vivent aussi dans les maisons que les habitants d'origine ont précédemment abandonnées pour chercher un abri ailleurs. Au fur et à mesure que ce cycle de violence et de déplacement se perpétue, les conditions de vie des ressortissants de la zone – à la fois déplacés et autochtones – ne cessent de s'empirer.

La pression démographique exercée par les nouveaux arrivés sur la population locale fait en sorte que l'eau et les vivres se font de plus en plus rares. D'autant plus que, en ce qui concerne la nourriture, l'insécurité dans la région rend l'accès de la population aux champs très limité. Et si l'agriculture locale manque de bras, les activités agricoles se réduisent sensiblement, les stocks en vivres s'épuisent vite et la famine et la malnutrition font leur apparition. Selon les résultats d'une étude de la Surveillance Nutritionnelle, Sécurité alimentaire et Alerte Précoce (SNSAP), effectuée en octobre 2017, la Zone de santé de Birambizo, l'une des trois zones qui composent la Chefferie de Bwito, figurait pour la première fois parmi les zones de santé de la RDC classifiées en alerte nutritionnelle.

Pas aisé d'intervenir dans un environnement continuellement instable. La crise humanitaire du Nord-Kivu se distingue par une situation où des personnes déplacées de longue durée ou retournées cohabitent dans la plupart des zones. Non seulement certaines voies sont impraticables, mais aussi il y a des axes que les humanitaires ne fréquentent plus parce que leurs pairs y ont laissé leur peau. L'accent mis sur la chefferie de Bwito nous fait découvrir un mouvement de plus de 500 000 personnes qui se sont déplacés entre 2015 et 2018.

Parallèlement, les services de base, tels que la santé et l'éducation, éprouvent aussi d'énormes difficultés. L'arrivée en masse d'enfants déplacés, couplée avec la manque de moyens financiers et de fournitures scolaires, avait obligé les écoles du Groupement de Bambo à lancer un cri d'alarme lors de la rentrée scolaire 2017-2018. La majorité des enfants en âge scolaire n'allait pas à l'école : sur les presque 33 000 enfants en âge scolaire, seulement 5 500, soit environ 17%, étaient inscrits.

Quand on a touché le fond, on ne peut que remonter

Le contexte humanitaire de la chefferie était aussi aggravé par un accès humanitaire restreint. Suite aux violences perpétrées contre des équipes humanitaires en juillet 2015 et en raison d'un accroissement du niveau général d'insécurité, seulement six acteurs humanitaires osaient en 2017 s'aventurer dans la zone pour apporter de l'assistance en sécurité alimentaire, nutrition et santé. Pour venir appuyer ces interventions intrépides et tenter de soulager les graves souffrances de plus de 260 000 personnes dans les zones de santé de Kibirizi et de Bambo, parmi les moins accessibles, le Fonds Humanitaire avait octroyé 5 millions de dollars pour financer huit projets, censés commencer à la fin de 2017.

Cependant, un événement inattendu est venu changer la donne. Alors qu'elle revenait d'une mission à Kibirizi, le 17 février 2018, une équipe de l'ONG Hydraulique sans frontières (HYFRO) a été victime d'une embuscade tendue par des hommes armés. Parmi les quatre à tomber entre les mains des ravisseurs, seulement deux ont pu revoir leurs familles. En état de choc et en deuil suite à ces nouveaux cas de violence contre les humanitaires, le Fonds Humanitaire a décidé de réagir en lançant un message fort à l'effet que, sans sécurité, l'action humanitaire est très limitée et que ce sont malheureusement les Congolais ayant besoin d'assistance humanitaire qui en payent toujours le plus gros tribut. Le Fonds a suspendu les activités des huit projets tant que les conditions n'étaient pas à nouveau propices pour le retour des travailleurs humanitaires dans la région.

Cependant, pour ne pas abandonner les personnes vulnérables à leur sort, les humanitaires ont écouté les appels de la population locale, apeurée mais désireuse de pouvoir enfin cohabiter en paix, à participer activement au processus de pacification. Ainsi, à partir de mars, les autorités provinciales, en collaboration avec ses partenaires engagés dans la protection des civils (ONG, agences UN, confessions religieuses), ont mis en place plusieurs initiatives de médiation et de sensibilisation à la cohabitation pacifique entre les communautés.

Ainsi, grâce à ces efforts, la situation sécuritaire a pu s'améliorer et, à peine un mois après la suspension des activités, les huit projets humanitaires ont pu redémarrer. Surtout, la volonté de la population locale de profiter de la nouvelle saison agricole et de la rentrée scolaire a fait en sorte que, depuis mai 2018, plusieurs personnes déplacées ont commencé à regagner volontairement leurs villages d'origine. Environ 250 000 personnes ont regagné leurs maisons, selon la mission d'évaluation effectuée en octobre 2018 dans la région.

Malgré cette forte dynamique de retour, il n'est pas encore possible de crier victoire. La zone reste tout de même très instable en raison de la présence des groupes armés, qui poursuivent leurs exactions. La Commission Mouvement de Population (CMP) du Nord-Kivu a également estimé à plus de 74 000 le nombre de personnes nouvellement déplacées à l'intérieur du Territoire de Rusthuru en octobre 2018, soit 96% de plus par rapport aux 3 000 personnes déplacées en septembre 2018, en raison d'une nouvelle intensification des violences.